

BOUTEFLIKA OPTÉ POUR LA PRUDENCE

Ouverture «sous contrôle» de l'audiovisuel

Abdelaziz Bouteflika tranche en faveur d'une ouverture sous haute surveillance de l'audiovisuel. S'il «réhabilite» en effet l'autorité de régulation de l'audiovisuel dans le projet de révision du code de l'information, que le gouvernement avait supprimée, Bouteflika introduit tout de même un garde-fou qui lui permettra de tout contrôler, en fait. Comme cela a toujours été le cas.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Très attendu sur ce point précisément, Bouteflika aura donc tranché, au cours de la réunion du Conseil des ministres, hier lundi, en faveur de la prudence. «S'agissant de l'audiovisuel, il est proposé la création d'une autorité de régulation qui en aura la charge. L'ouverture de l'activité audiovisuelle est proposée aussi sur la base d'une convention qui sera conclue entre la société algérienne de droit privé concernée et une autorité de régulation de l'audiovisuel, validée par une autorisation délivrée par les pouvoirs publics», lit on, à ce propos dans le communiqué de la présidence.

Tout est dans cette dernière étape qu'est «la validation» des pouvoirs publics. Un souci de validation que l'on ne retrouve pas, s'agissant des agréments de nouveaux journaux, mission théoriquement confiée par cet avant-projet de loi à la seule autorité de régulation de la presse écrite, sans «validation» en aval des pouvoirs publics. Aussi, convient-il de s'attendre à davantage de restrictions dans cette «ouverture» annoncée, à travers la loi spécifique annoncée pour l'audiovisuel. «Une loi

spécifique relative à l'audiovisuel viendra compléter la régulation dans ce domaine», précise-t-on dans le même communiqué. A aucun moment il n'est, par ailleurs, question de l'ouverture des médias lourds publics existants, contrairement aux conclusions hâtives répandues jusque-là.

Toujours au sujet du code de l'information, et sans surprise, le Conseil des ministres entérine «un texte qui limite ses dispositions pénales aux seules infractions directement liées à l'activité de presse et exclut toute peine privative de liberté». La suppression des peines d'emprisonnement, en d'autres termes.

Deuxième dossier lourd examiné par le Conseil des ministres qui s'était prolongé sur deux jours, dimanche et lundi, était incontestablement la loi sur les partis politiques. Selon une source bien informée, «ce seul texte a été débattu pendant plus de quatre heures, dimanche». Bouteflika s'y était particulièrement intéressé. De la même manière qu'avec le code électoral, précédemment. Comme pour toutes les autres lois, «ce projet, précise le communiqué du Conseil des ministres, a pris en



Photo : Samir Sid

considération les propositions pertinentes formulées par les participants sur les réformes politiques».

Du rapport de la commission Bensalah dont il s'agit, Bouteflika a tenu à en faire un document de base et de référence dans la confection des projets de lois en question. Il faut dire que le projet de révision de la loi sur les partis politiques, tel qu'adopté par le gouvernement en août dernier, était conçu dans le sens d'une mainmise totale de l'administration sur le fonctionnement et la vie interne et externe des partis politiques. Sur ce point précisément, Bouteflika

aurait piqué une grosse colère, selon notre source.

Dans le communiqué de la présidence, il est expressément écrit, en tout cas, que ce projet de loi «n'autorise aucune interférence dans l'organisation interne des partis politiques et se limite à énoncer l'obligation pour les statuts de ces derniers de fixer les règles démocratiques pour régir leur fonctionnement, d'encourager la promotion de l'élément féminin dans leurs instances dirigeantes et de fixer, enfin, des règles pour assurer la transparence dans le financement des partis et pour la

lutte contre toute forme de corruption dans la vie politique». Ce même texte simplifié, par ailleurs, la procédure d'agrément de nouveaux partis politiques. En tout cas, elle devient plus transparente avec un rôle d'arbitrage dévolu au Conseil d'Etat, à chacune des étapes de la procédure, «le silence de l'administration au-delà des délais équivaudrait à un agrément». De même, il est définitivement mis fin aux spéculations entretenues autour du retour du FIS dissous. «Le texte prévoit, lit-on encore dans le communiqué de la présidence, notamment des dispositions à même de prévenir la réédition de la tragédie nationale, de prohiber toute remise en cause des libertés fondamentales, de consacrer le caractère démocratique et républicain de l'Etat...». Tel qu'annoncé, il s'agit là, par ailleurs, d'un verrou supplémentaire à l'encontre des partis intégristes. Cette même philosophie a prévalu, s'agissant de la loi sur les associations. Il convient, enfin, de signaler que le Conseil des ministres a adopté le projet de loi de finances pour 2012. Un texte marqué par le souci du pouvoir de veiller sur «la bonne tenue» du front social : pas de nouvelles taxes, soutien souligné aux produits de large consommation et enveloppe «prévue» pour la prochaine tripartite, en vue de procéder à des augmentations de salaires.

K. A.

Communiqué du Conseil des ministres

Le Conseil des Ministres s'est réuni dimanche et lundi sous la présidence de M. Abdelaziz Bouteflika, Président de la République et a rendu public le communiqué suivant : «Le Président de la République, Monsieur Abdelaziz Bouteflika, a présidé les dimanche 13 et lundi 14 chaoual 1432 H correspondants aux 11 et 12 septembre 2011, une réunion du Conseil des Ministres.

1. Le Conseil des Ministres a entamé ses travaux par l'examen et l'approbation d'un projet de loi organique relative à l'information.

Ce texte s'inscrit dans le cadre des réformes politiques initiées par le chef de l'Etat le 15 avril dernier. Il a pris en considération les propositions et suggestions émises par les personnalités nationales, partis, associations et représentants de la presse nationale ayant pris part aux consultations organisées il y a quelques semaines. Ainsi, il a proposé une assise consolidée au libre exercice de l'activité d'information, dans le respect des lois et des valeurs nationales.

A ce titre, il renforce la liberté de la presse écrite, notamment en proposant que l'agrément ainsi que toute question relative aux publications de presse relèvent à l'avenir de la responsabilité d'une autorité de régulation de la presse écrite dont la moitié des membres sera nommée par le Chef de l'Etat et les deux chambres du Parlement, tandis que l'autre moitié le sera sur la base d'un choix de la corporation de la presse.

Il introduit, par ailleurs, une prise en charge explicite de la question des médias audiovisuels et des médias en ligne. S'agissant de l'audiovisuel, il est proposé la création d'une autorité de régulation qui en aura la charge.

L'ouverture de l'activité audiovisuelle est proposée aussi sur la base d'une convention qui sera conclue entre la société algérienne de droit privé concernée et une autorité de régulation de l'audiovisuel, validée par une autorisation délivrée par les pouvoirs publics. Une loi spécifique relative à l'audiovisuel viendra compléter la régulation dans ce domaine.

Le texte énonce des principes découlant de règles universelles de droit et de nos valeurs nationales et propose une instance nationale de déontologie et d'éthique de la presse. Cette instance, élue par la corporation, veillera au respect par les médias des règles de déontologie.

En outre, le projet de loi propose une assise juridique à l'octroi de l'aide de l'Etat à la presse et conforte les journalistes dans la sauvegarde de leurs droits sociaux et professionnels.

Enfin, le texte limite ses dispositions pénales aux seules infractions directement liées à l'activité de presse et exclut toute peine privative de liberté

2. Toujours au titre des textes induits par le programme de réformes politiques, le Conseil des Ministres a examiné et approuvé un projet de loi organique relative aux partis politiques.

Ce projet a pris en considération les propositions pertinentes formulées par les participants aux consultations sur les réformes politiques.

Ayant pour objectif de conforter le pluralisme démocratique, ce texte propose un enrichissement des dispositions régissant la création des partis politiques, la relation de ces derniers avec les pouvoirs publics, le respect et la sauvegarde de principes énoncés dans la

Constitution, ainsi que la transparence dans la gestion des finances des partis politiques. S'agissant de la garantie du droit à la création des partis, le projet de loi organique définit les critères et procédures requis à cet effet et charge l'administration publique de veiller à leur respect. Le silence de l'administration au-delà des délais équivaudrait à un agrément. De même, tout refus des pouvoirs publics à une étape ou une autre de la constitution d'un parti ouvre droit à recours devant le Conseil d'Etat, dont la décision sera définitive.

S'agissant de la préservation des droits de la collectivité nationale, le texte prévoit, notamment des dispositions à même de prévenir la réédition de la tragédie nationale, de prohiber toute remise en cause des libertés fondamentales, de consacrer le caractère démocratique et républicain de l'Etat, et de préserver l'unité nationale, l'intégrité du territoire, l'indépendance nationale, ainsi que les éléments constitutifs de l'identité nationale. Le projet de loi énonce également les contentieux ou conflits susceptibles de se produire entre l'administration, garante du respect de la loi et de l'ordre public d'une part, et un parti politique agréé, d'autre part. Dans de tels cas, toute mesure conservatoire prévue par la loi ouvre droit à un recours devant le Conseil d'Etat, ce dernier devant, dans toutes les situations, se prononcer dans un délai maximal de 60 jours.

Parallèlement, le projet de loi n'autorise aucune interférence dans l'organisation interne des partis politiques et se limite à énoncer l'obligation pour les statuts de ces derniers de fixer des règles démocratiques pour régir leur fonctionnement, d'encourager la promotion de

l'élément féminin dans leurs instances dirigeantes et de fixer, enfin, des règles pour assurer la transparence dans le financement des partis et pour la lutte contre toute forme de corruption dans la vie politique.

Enfin, le projet de loi organique relative aux partis politiques ne contient aucune sanction privative de liberté.

3. Le Conseil des Ministres a ensuite examiné et approuvé un projet de loi relatif aux associations.

Ce texte, qui a largement repris les vues et suggestions exprimées lors de la consultation des personnalités, partis politiques et associations, vient conforter la liberté d'association et réguler de manière plus précise l'activité associative. Il comble également des vides juridiques, notamment en ce qui concerne les fondations, les amicales et les associations étrangères établies en Algérie.

Ainsi, il est proposé de conforter la liberté d'association par l'obligation faite à l'administration de se prononcer dans un délai de trois mois sur la demande d'agrément d'une association, le silence valant agrément automatique, et tout refus d'agrément ouvrant droit au recours devant la juridiction administrative.

Pour leur part, les associations seront tenues de satisfaire à un certain nombre d'obligations universelles, notamment :

- la probité de leurs dirigeants, ainsi que la transparence dans leur gestion, notamment financière,
- le respect de leurs statuts, y compris en ce qui concerne leur propre domaine d'activité,
- et le respect de la Constitution et de la législation en vigueur, ainsi que de l'ordre public.